

Usine Ford de Blanquefort : réunion à Bercy pour lancer le processus de réindustrialisation du site



Le panneau d'entrée du site de Ford à Blanquefort, photographié le 26 février 2019. / © MEHDI FEDOUACH / AFP

Une "réunion de lancement du processus de réindustrialisation du site" de Ford à Blanquefort a été organisée ce mardi 19 mars au ministère de l'Economie avec "les représentants des salariés et les élus de terrain", selon Bercy. Un groupe de travail se réunira dès jeudi 21 mars à Bordeaux.

Par avec AFP Publié le 19/03/2019 à 19:54

Un "groupe de travail pour la réindustrialisation du site" a été mis en place lors de cette réunion, a indiqué Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine Ford de Blanquefort.

"L'objectif, c'est de remettre très rapidement une activité industrielle sur le site en conservant un minimum le collectif de travail" car dans l'usine, "il n'y a pas juste des **compétences individuelles**, mais des **compétences collectives**" également, a-t-il souligné.

Une première réunion à Bordeaux dès jeudi

Ce groupe de travail, installé par "l'ensemble des collectivités territoriales, le ministère de l'Economie et les syndicats", tiendra sa "première réunion jeudi à Bordeaux", a précisé M. Poutou.

On espère que tout le monde va jouer le jeu

Cette réunion devra permettre de *"s'accorder sur le terme du protocole d'accord qui encadrera la convention de revitalisation"* du site, selon Bercy. *"On espère que tout le monde va jouer le jeu"*, a dit M. Poutou, l'ex-candidat du NPA à la présidentielle plaidant pour "des réunions hebdomadaires".

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, *"a insisté pour que l'ensemble des parties concluent le plus tôt possible un accord avec Ford"*, a-t-on noté au ministère. M. Le Maire *"a présenté la lettre d'intention de Ford qui prévoit notamment une contribution exceptionnelle de 20 millions d'euros, au-delà de ce que la loi prévoit"*, a-t-on ajouté.

Il faut trouver une nouvelle activité très rapidement

Alors que Ford a obtenu début mars l'homologation de son plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) pour les 850 salariés du site girondin, *"il faut trouver une nouvelle activité très rapidement, créer les conditions d'une perspective plausible d'ici à octobre (et la fermeture prévue de l'usine, ndlr), finaliser un accord entre le groupe et les pouvoirs publics pour obtenir plus d'argent et récupérer les terrains, les bâtiments et les machines"*, a détaillé M. Poutou.

Le *"gros du travail"* devra être réalisé avant l'été, a-t-il souligné, en souhaitant que *"les pouvoirs publics fixent les règles"* face au constructeur automobile américain *"pas du tout coopératif"*.